Pour une république socialiste catalane !

Tribune pour l'Anticapitaliste du 30 novembre

Pour une république socialiste catalane !

Malgré la répression de Madrid, une vaste mobilisation populaire a réussi à imposer la tenue du référendum d'auto-détermination du 1er octobre. Avec une participation officielle de 42% et plus de 90% pour le OUI, le référendum a donné une légitimité au lancement d'un processus constituant d'une république catalane. Mais les deux principaux partis bourgeois indépendantistes (PDeCAT et ERC) ont cherché à utiliser les résultats du référendum pour négocier une autonomie accrue avec Madrid. Face au refus de Rajoy, ils ont déclaré symboliquement l'indépendance sans même essayer de la concrétiser. Quand la Catalogne a été mise sous tutelle, ils n'ont pris aucune initiative pour mobiliser la population et résister. Et pour les élections du 21/12 convoquées par Rajoy, ils ont prévenu qu'ils ne prendraient aucune décision unilatérale !

Comment comprendre cette trahison ? Par le fait que la bourgeoisie ne veut pas de l'indépendance. Les bourgeois peuvent se dire « catalanistes » quand la mer est calme, mais ils retrouvent vite leur « hispanité » lorsque souffle le vent de la tempête. La rupture avec Rajoy n'est pas bonne pour leurs profits. Il faut aussi rappeler que le mouvement indépendantiste n'est pas un « nationalisme de riches », porté par des forces ultra-réactionnaires, comme en Flandre ou en Lombardie. L'aspiration à l'indépendance est liée à la volonté de rompre avec la monarchie et d'instaurer une république plus accueillante pour les migrants et plus avancée sur le plan social.

La gauche réformiste (Podemos, Catalogne en commun de la maire de Barcelone) défend abstraitement le « droit à l'autodétermination », mais dans la pratique elle le subordonne au bon vouloir du gouvernement central ! Toute solution non négociée avec Madrid ne serait pas légitime, et c'est pourquoi ils n'ont pas reconnu la légitimité du référendum et de la déclaration d'indépendance. Et ils n'ont rien fait pour mobiliser les travailleurs de l'État espagnol contre le putsch et la répression.

Alors que la bourgeoisie soi-disant indépendantiste est incapable de mener le combat pour la république catalane, les révolutionnaires doivent se faire les défenseurs conséquents de cette aspiration, qui a été tranchée par le référendum. On ne peut à cet

égard que déplorer que la IVe Internationale (ex SU) n'ait pas fait la moindre critique à la direction indépendantiste bourgeoise. Il faut s'appuyer sur les « comités de défense de la république » (CDR) pour chercher à donner un contenu de classe à la future république. Alors que les patrons n'ont pas hésité à faire du chantage à la délocalisation, il faut poser la question du contrôle des entreprises par les travailleurs, de la nationalisation des secteurs clé de l'économie, de l'émission d'une nouvelle monnaie sous le contrôle des structures d'auto-organisation. Précisons ici que ce n'est pas en méprisant le sentiment national catalan, mais en l'articulant avec les revendications sociales, qu'on pourra construire une mobilisation de masse qui ouvrira une brèche dans l'ordre bourgeois européen.

Dans le processus en cours, nos camarades de la CUP, regroupement indépendantiste et anticapitaliste qui a une influence de masse, ont de grandes responsabilités. Leur projet indépendantiste est basé sur la démocratie directe d'assemblées locales qui se coordonneraient. Ils défendent le socialisme, la planification, la nationalisation des secteurs clé de l'économie, la rupture avec l'UE. L'indépendance n'est pas présentée comme une fin en soi, mais comme un moyen pour construire le socialisme. Ils jouent un rôle important dans les CDR. Ils ont décidé d'aller aux élections du 21/12, indépendamment des partis indépendantistes bourgeois, en se présentant comme la liste des gens qui ont défendu les écoles et porté la grève générale. Il est facile, vu de France, de considérer comme une trahison la participation aux élection du 21/12. C'est une question complexe, et cette participation semble correspondre aux aspirations des masses

Gaston Lefranc, le 27 novembre 2017